

Rapport de gestion

Le 9 novembre 2022

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour le trimestre et la période de neuf mois clos les 30 septembre 2022 et 2021. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes annexes pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 ainsi qu'à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois clos les 30 septembre 2022 et 2021. Veuillez vous reporter au communiqué de presse de Pages Jaunes Limitée présentant ses résultats pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2022, publié le 10 novembre 2022. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <https://entreprise.pj.ca/fr>. Les communiqués de presse sont accessibles sur le site de SEDAR et à la section « Nouvelles – Communiqués de presse » du site Web de la Société.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et l'information présentée dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états financiers.

Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens. Veuillez vous reporter à la section « Définitions de mesures financières non conformes aux PCGR nécessaires à la compréhension de nos résultats » pour obtenir la liste des mesures financières non conformes aux PCGR.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation de la performance.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, YPG (USA) Holdings, Inc. et Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC [ces deux dernières étant collectivement appelées YP (États-Unis)]].

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière et des résultats d'exploitation et des activités de PJ (y compris, sans s'y limiter, du versement d'un dividende en trésorerie par action par trimestre à ses actionnaires ordinaires). Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles, en date du 9 novembre 2022, au sujet de nos activités et des marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur plusieurs hypothèses qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées ou sous-entendues dans cette information et ces déclarations prospectives et que nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires ne soient pas réalisés ou atteints. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que l'une ou l'autre de nos déclarations prospectives se réalisera et nous mettons en garde le lecteur contre le risque que représente le fait de s'appuyer sur ces déclarations prospectives. L'information et les déclarations prospectives qui figurent dans le présent rapport de gestion sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties à comprendre nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires. Le lecteur est donc mis en garde contre le fait que cette information pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas davantage de façon importante et se remettra de la pandémie de COVID-19.
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir des produits et services qui nous aideront à soutenir notre clientèle et amélioreront les dépenses moyennes par client.
- La baisse des produits tirés des médias imprimés demeurera à un niveau égal ou inférieur à environ 25 % par année.
- Les marges bénéficiaires brutes ne diminueront pas significativement des niveaux actuels.
- Les réductions continues des dépenses atténueront l'incidence sur les flux de trésorerie de la baisse des produits.
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse selon laquelle aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétiseront.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et la performance d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties de résultats ou de performances futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou cette performance seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou la performance réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- L'incapacité de la Société à stabiliser ou à accroître ses produits et sa clientèle.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits.
- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société.
- Un taux de diminution plus marqué que prévu des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs.
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits de marketing et de médias numériques.
- L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients.
- Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société.
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques de la Société à marge moins élevée, comme les services et la revente.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de conserver du personnel clé.
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.
- L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties.
- Des actions en justice ayant gain de cause contre la Société.
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail.
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal.
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche.
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communication de la Société.
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements.
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite.
- Les incidences de la COVID-19 sont imprévisibles.
- L'écllosion ou l'intensification d'une maladie contagieuse pourrait avoir une incidence négative plus importante que prévu sur les activités de la Société.

Définitions de mesures financières non conformes aux PCGR nécessaires à la compréhension de nos résultats

Dans le présent rapport de gestion, nous présentons plusieurs mesures utilisées pour expliquer notre performance, y compris des mesures financières non conformes aux PCGR qui ne sont pas définies par les normes IFRS. Ces mesures financières non conformes aux PCGR sont décrites ci-dessous.

BAIIA ajusté et marge sur BAIIA ajusté

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (défini aux présentes comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas des mesures de la performance conformes aux normes IFRS et ils ne sont pas considérés comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer la performance de Pages Jaunes. Les définitions du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas normalisées selon les normes IFRS; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne devraient pas être utilisés comme mesures exclusives des flux de trésorerie, car ils ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que des autres provenances et utilisations des flux de trésorerie, qui sont présentées à la page 15 de ce rapport de gestion.

Le BAIIA ajusté est calculé comme les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté en tant que le BAIIA ajusté en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la performance de nos activités, car ils reflètent la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société à assurer le service de sa dette et à satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing, ainsi que pour évaluer la performance d'une entreprise.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement et marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement et la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement sont des mesures financières non conformes aux PCGR et ils n'ont pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Nous définissons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme le BAIIA ajusté, tel qu'il est défini ci-dessus, moins les dépenses d'investissement, que nous définissons comme les acquisitions d'immobilisations incorporelles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, présentées dans la section « Activités d'investissement » des tableaux consolidés des flux de trésorerie de la Société. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement en tant que le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement et la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer la performance de nos activités, car ils reflètent les flux de trésorerie provenant de nos activités commerciales. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement et la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer la performance des entreprises de notre secteur. Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

La mesure financière conforme aux normes IFRS qui s'apparente le plus au BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (défini ci-dessus comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Veuillez vous reporter à la page 9 du présent rapport de gestion pour un rapprochement du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités et produits et services offerts aux clients
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Hypothèses et estimations critiques
5. Risques et incertitudes
6. Contrôles et procédures

1. Activités et produits et services offerts aux clients

Nos activités

Pages Jaunes, l'un des principaux fournisseurs de solutions de marketing et de médias numériques au Canada, offre des outils ciblés aux entreprises locales, aux marques nationales et aux clients qui leur permettent d'interagir et de faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

Produits et services offerts aux clients

Pages Jaunes offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique, la production vidéo, des solutions de commerce en ligne ainsi que la publicité imprimée. L'effectif de vente et l'équipe de service à la clientèle de la Société, qui compte environ 300 professionnels dévoués, offrent cette gamme complète de solutions de marketing aux entreprises locales partout au pays, tout en répondant aux besoins changeants de sa clientèle existante, qui compte 94 800 PME.

Médias

Les médias de la Société, principalement les médias fixes, mobiles et imprimés, demeurent des marchés efficaces pour les marchands locaux canadiens, les marques et les consommateurs. Le réseau de médias de la Société permet aux Canadiens de découvrir des entreprises dans leurs quartiers, dans les marchés verticaux des services et du commerce de détail. La description des médias numériques de la Société est fournie ci-dessous.

- PJ^{MC} – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation.
- Canada411 (« C411 ») – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales.
- La Société est l'éditeur officiel des annuaires de Bell, de TELUS, de Bell Aliant, de Bell MTS et d'un certain nombre d'autres entreprises de téléphonie titulaires.
- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales.

Principales données analytiques

Le succès de notre entreprise est tributaire du ralentissement du taux de diminution des produits (par une « accentuation de la courbe des produits ») et de l'amélioration continue de l'efficacité opérationnelle et des dépenses d'exploitation et d'investissement. Notre réussite à long terme dépend de la croissance ou de la stabilité des produits tirés des médias et solutions numériques ainsi que de la rétention et de la croissance de notre clientèle. Les principales données analytiques pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 comprennent les éléments suivants :

- Total des produits : le total des produits a diminué de 6,5 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 66,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, une amélioration par rapport à la baisse de 11,7 % enregistrée à la période correspondante de l'exercice précédent et la baisse de 6,7 % enregistrée au dernier trimestre.
- Produits tirés des médias et solutions numériques : les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 5,0 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 52,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, une amélioration par rapport à la baisse de 10,3 % enregistrée à la période correspondante de l'exercice précédent et la baisse de 5,2 % enregistrée au dernier trimestre.
- BAIIA ajusté¹ : le BAIIA ajusté a diminué pour se chiffrer à 26,4 M\$, ou 39,8 % des produits, pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, comparativement à 26,6 M\$, ou 37,5 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement¹ : le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué pour se chiffrer à 25,1 M\$, ou 37,9 % des produits pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, comparativement à 25,3 M\$, ou 35,7 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Nombre de clients² de PJ : le nombre de clients de PJ a diminué pour s'établir à 94 800 clients pour la période de douze mois close le 30 septembre 2022, comparativement à 108 800 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente un recul de 14 000 clients pour la période de douze mois close le 30 septembre 2022, comparativement à un recul de 23 300 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Effectif³ : L'effectif a diminué pour s'établir à 631 employés au 30 septembre 2022, comparativement à 652 employés au 30 septembre 2021. L'effectif de vente a augmenté de 13 employés alors que l'effectif autre que de vente a diminué de 34 employés.

¹ Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement sont des mesures financières non conformes aux PCGR et ils n'ont pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres émetteurs. Ces mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion.

² Le nombre de clients de PJ correspond au nombre de clients qui, à la fin de la période de présentation de l'information financière, avaient eu recours à l'un de nos produits pour leur publicité au cours des douze derniers mois, en excluant les clients de 411.ca.

³ La Société définit l'effectif comme le nombre total d'employés incluant les employés contractuels, mais excluant les employés en congé d'invalidité de courte durée et de longue durée ou en congé de maternité.

2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour le troisième trimestre de 2022 par rapport à la période correspondante de 2021. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris certaines mesures financières qui ne sont pas conformes aux normes IFRS. Ces mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion et elles constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

Faits saillants

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 30 septembre	2022	2021
Produits	66 310 \$	70 920 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté ¹ »)	26 390 \$	26 617 \$
Marge sur BAIIA ajusté ¹	39,8 %	37,5 %
Bénéfice net	16 693 \$	13 747 \$
Bénéfice de base par action	0,66 \$	0,52 \$
Dépenses d'investissement ¹	1 282 \$	1 269 \$
BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement ¹	25 108 \$	25 348 \$
Marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement ¹	37,9 %	35,7 %
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	20 906 \$	24 685 \$

¹ Les dépenses d'investissement, le BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement sont des mesures financières non conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres émetteurs. Ces mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion.

Résultats d'exploitation et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les		% des		% des		% des		% des	
30 septembre		2022	produits	2021	produits	2022	produits	2021	produits
Produits	66 310 \$			70 920 \$		203 683 \$		219 022 \$	
Coût des produits vendus	28 721	43,3 %		28 787	40,6 %	85 603	42,0 %	88 185	40,3 %
Marge brute	37 589	56,7 %		42 133	59,4 %	118 080	58,0 %	130 837	59,7 %
Autres coûts d'exploitation	11 199	16,9 %		15 516	21,9 %	42 491	20,9 %	53 197	24,3 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	26 390	39,8 %		26 617	37,5 %	75 589	37,1 %	77 640	35,4 %
Amortissements	3 514	5,3 %		5 058	7,1 %	12 070	5,9 %	15 078	6,9 %
Frais de restructuration et autres charges	612	0,9 %		1 423	2,0 %	2 767	1,4 %	2 679	1,2 %
Bénéfice d'exploitation	22 264	33,6 %		20 136	28,4 %	60 752	29,8 %	59 883	27,3 %
Charges financières, montant net	55	0,1 %		1 132	1,6 %	1 285	0,6 %	8 129	3,7 %
Perte au remboursement anticipé de la dette	–	–		–	–	–	–	7 764	3,5 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	22 209	33,5 %		19 004	26,8 %	59 467	29,2 %	43 990	20,1 %
Charge d'impôt sur le résultat	5 516	8,3 %		5 257	7,4 %	15 466	7,6 %	12 090	5,5 %
Bénéfice net	16 693 \$	25,2 %		13 747 \$	19,4 %	44 001 \$	21,6 %	31 900 \$	14,6% %
Bénéfice de base par action	0,66 \$			0,52 \$		1,72 \$		1,21 \$	
Bénéfice dilué par action	0,60 \$			0,51 \$		1,64 \$		1,19 \$	

Analyse des résultats d'exploitation et financiers consolidés

Le président et chef de la direction est le principal décideur opérationnel et il utilise le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »), moins les dépenses d'investissement, pour évaluer le rendement. Ces mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion. Le président et chef de la direction examine également les produits en fonction de produits et services comparables, comme les médias imprimés et les médias numériques.

Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre		2022		2021		Variation en %		2022		2021		Variation en %	
Médias numériques		52 230 \$		54 973 \$		(5,0) %		157 621 \$		167 673 \$		(6,0) %	
Médias imprimés		14 080		15 947		(11,7) %		46 062		51 349		(10,3) %	
Total des produits		66 310 \$		70 920 \$		(6,5) %		203 683 \$		219 022 \$		(7,0) %	

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2022, le total des produits a diminué de 6,5 %, pour s'établir à 66,3 M\$, comparativement à 70,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, les produits ont diminué de 7,0 % pour s'établir à 203,7 M\$, comparativement à 219,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 est essentiellement attribuable au recul de nos médias numériques et médias imprimés à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, de nos services numériques à marge moins élevée, ce qui a exercé une pression sur nos marges bénéficiaires brutes.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 5,0 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 52,2 M\$, comparativement à 55,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 6,0 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 157,6 M\$, comparativement à 167,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits pour le trimestre et la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 est principalement attribuable à une diminution du nombre de clients des médias numériques, partiellement contrebalancée par une hausse des dépenses par client.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 11,7 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 14,1 M\$. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 10,3 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 46,1 M\$. La baisse des produits est essentiellement attribuable à une diminution du nombre de clients des médias imprimés.

Les taux de diminution du total des produits, des produits tirés des médias et solutions numériques et des produits tirés des médias imprimés se sont tous améliorés de façon importante d'un exercice à l'autre. La diminution du total des produits a été de 6,5 % au cours du trimestre considéré, comparativement à une diminution de 11,7 % enregistrée pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits tirés des médias et solutions numériques a été de 5,0 % au cours du trimestre considéré, comparativement à une diminution de 10,3 % enregistrée pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits tirés des médias imprimés a été de 11,7 % au cours du trimestre considéré, comparativement à une diminution de 16,0 % enregistrée pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces améliorations s'expliquent par une hausse des dépenses par client, une augmentation des taux de renouvellement et une diminution des réclamations des clients. La hausse des dépenses par client découle en partie de la hausse des prix.

Marge brute

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre	% des produits			Variation en %		
	2022	2021	Variation en %	2022	2021	Variation en %
Total de la marge brute	37 589 \$	42 133 \$	(10,8) %	56,7 %	59,4 %	(9,8) %

La marge brute a diminué pour se chiffrer à 37,6 M\$, ou 56,7 % des produits, pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, comparativement à 42,1 M\$, ou 59,4 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, la marge brute a diminué pour s'établir à 118,1 M\$, ou 58,0 % du total des produits, comparativement à 130,8 M\$, ou 59,7 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 découle des pressions exercées par une baisse globale des produits, d'un changement dans la composition des produits et des investissements dans notre effectif de télévente, contrebalancés en partie par des optimisations, des réductions de coûts continues et des hausses de prix.

BAIIA ajusté¹

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre	% des			Variation			% des			Variation		
	2022	produits	2021	en %	2022	produits	2021	en %	2022	produits	2021	en %
Total du BAIIA ajusté	26 390 \$	39,8 %	26 617 \$	37,5 %	(0,9) %	75 589 \$	37,1 %	77 640 \$	35,4 %	(2,6) %		

¹ Le BAIIA ajusté est une mesure financière non conforme aux PCGR et il n'a pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres émetteurs. Les mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, le BAIIA ajusté a diminué de 0,2 M\$, ou 0,9 %, pour s'établir à 26,4 M\$, comparativement à 26,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, le BAIIA ajusté a diminué de 2,0 M\$, ou 2,6 %, pour s'établir à 75,6 M\$, comparativement à 77,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge sur BAIIA ajusté a augmenté au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 pour s'établir à 39,8 % et à 37,1 %, respectivement, comparativement à 37,5 % et à 35,4 %, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 est attribuable aux pressions exercées sur les produits et aux investissements continus dans notre effectif de télévente, contrebalancés en partie par les hausses de prix, l'efficacité découlant de l'optimisation du coût des produits vendus, les réductions des autres coûts d'exploitation, y compris les réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, la diminution de la charge pour créances douteuses et la diminution de la charge de rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie. La diminution de la charge de rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie découle des réévaluations des passifs liés à la rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie au 30 septembre 2022, qui ont donné lieu à un recouvrement de 3,6 M\$ au titre de la charge de rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 et à un recouvrement de 1,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, comparativement à un recouvrement de 0,1 M\$ et à une charge de 3,8 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois comparatifs clos le 30 septembre 2021, respectivement. Le recouvrement de 3,6 M\$ au titre de la charge de rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie découle de la baisse du cours de l'action de la Société au cours du troisième trimestre de 2022, ainsi que d'une diminution dans le paramètre de volatilité du modèle d'évaluation attribuable à l'utilisation par la Société de la volatilité historique du cours de ses actions ordinaires comme donnée d'entrée observable fiable pour refléter la volatilité attendue. La Société a reçu des subventions salariales d'urgence de 0,6 M\$ au cours du troisième trimestre de 2022, pour un total de 1,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, comparativement à 1,0 M\$ et 4,0 M\$, respectivement, pour le troisième trimestre de 2021 et la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. Les pressions exercées sur les produits, de même que l'augmentation de l'effectif de vente, contrebalancées en partie par les optimisations continues, continuent d'exercer une certaine pression sur la marge au cours des prochains trimestres.

BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement¹

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre	2022	2021	Variation en %	2022	2021	Variation en %
BAIIA ajusté ¹	26 390 \$	26 617 \$	(0,9) %	75 589 \$	77 640 \$	(2,6) %
Dépenses d'investissement	1 282	1 269	1,0 %	4 018	3 854	4,3 %
Total du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	25 108 \$	25 348 \$	(0,9) %	71 571 \$	73 786 \$	(3,0) %
Marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	37,9 %	35,7 %		35,1 %	33,7 %	

¹ Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est une mesure financière non conforme aux PCGR et il n'a pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres émetteurs. Les mesures financières non conformes aux PCGR sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 0,2 M\$, ou 0,9 %, pour s'établir à 25,1 M\$, comparativement à 25,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 2,2 M\$, ou 3,0 %, pour s'établir à 71,6 M\$, comparativement à 73,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 s'explique par le fait que le BAIIA ajusté a diminué. La marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a augmenté au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 pour s'établir à 37,9 % et à 35,1 %, respectivement, comparativement à 35,7 % et à 33,7 %, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Amortissements

Les amortissements ont diminué pour s'établir à 3,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, comparativement à 5,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et ont diminué pour s'établir à 12,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, comparativement à 15,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la baisse des dépenses liées au développement de logiciels au cours des derniers exercices.

Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre	2022	2021	2022	2021
Indemnités, avantages et remplacement externe	346 \$	1 048 \$	844 \$	2 472 \$
Perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et coûts (recouvrements relatifs aux coûts) d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	(48)	374	1 510	198
Autres coûts	314	1	413	9
Total des frais de restructuration et autres charges	612 \$	1 423 \$	2 767 \$	2 679 \$

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 0,6 M\$ pour le troisième trimestre de 2022, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration de 0,3 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre et d'autres coûts de 0,3 M\$. Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 1,4 M\$ au cours du trimestre clos le 30 septembre 2021, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration de 1,0 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre et une charge de 0,5 M\$ liée aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location relatifs à des espaces de bureaux auparavant vacants, contrebalancés en partie par un recouvrement de 0,1 M\$ lié à la sous-location d'espaces de bureaux auparavant vacants.

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 2,8 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration de 0,9 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, une charge de 1,4 M\$ liée à la perte de valeur des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation relative à des espaces de bureaux vacants, une charge de 0,2 M\$ liée aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux ainsi que d'autres coûts de 0,3 M\$. Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 2,7 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration de 2,5 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre et une charge de 0,3 M\$ liée aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location relatifs à des espaces de bureaux auparavant vacants, contrebalancés en partie par un recouvrement de 0,1 M\$ lié à la sous-location d'espaces de bureaux auparavant vacants.

Charges financières

Les charges financières ont diminué pour s'établir à 0,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2022, comparativement à 1,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et elles ont diminué pour s'établir à 1,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, comparativement à 8,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre est principalement attribuable à la hausse des produits d'intérêts découlant de la hausse du solde de trésorerie et des taux d'intérêt. La diminution pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022 est principalement attribuable à la baisse des charges d'intérêts en raison du remboursement intégral des débetures échangeables le 31 mai 2021.

Perte au remboursement anticipé de la dette

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé une perte au remboursement anticipé de la dette de 7,8 M\$ au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, qui comprend une perte de 4,8 M\$ liée au remboursement anticipé des débetures échangeables et une perte de 3,0 M\$ liée à la décomptabilisation de l'option de rachat des débetures échangeables.

Charge d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi s'est établi à 26,4 % pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2022 et 2021. La Société a comptabilisé une charge de 5,5 M\$ et de 15,5 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, respectivement, comparativement à une charge de 5,3 M\$ et de 12,1 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, respectivement.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022 s'explique par le recouvrement non imposable au titre de la charge de rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie comptabilisé dans les coûts d'exploitation au cours du troisième trimestre, ainsi par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

Bénéfice net

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, le bénéfice net a augmenté pour s'établir à 16,7 M\$ et à 44,0 M\$, respectivement, comparativement à un bénéfice net de 13,7 M\$ et de 31,9 M\$, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation de 3,0 M\$ du bénéfice net pour le trimestre clos le 30 septembre 2022 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent s'explique principalement par la baisse du BAIIA ajusté et par la hausse de la charge d'impôt sur le résultat, qui ont été plus que contrebalancées par la diminution des amortissements, des frais de restructuration et autres charges et des charges financières. Bien que la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 ait subi l'incidence de la perte au remboursement anticipé de la dette de 7,8 M\$, l'augmentation de 12,1 M\$ du bénéfice net pour la période correspondante de 2022 s'explique également par la baisse du BAIIA ajusté et la hausse de la charge d'impôt sur le résultat, qui ont été plus que contrebalancées par la diminution des charges financières découlant de la dette moins élevée ainsi que la diminution des amortissements.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Le tableau suivant présente les principales données financières consolidées de Pages Jaunes pour les huit plus récents trimestres.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2022			2021				2020
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Total des produits	66 310 \$	69 584 \$	67 789 \$	68 624 \$	70 920 \$	74 588 \$	73 514 \$	76 669 \$
Coûts d'exploitation	39 920	45 796	42 378	44 264	44 303	50 148	46 931	49 030
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	26 390	23 788	25 411	24 360	26 617	24 440	26 583	27 639
Marge sur BAIIA ajusté	39,8%	34,2%	37,5%	35,5%	37,5%	32,8%	36,2%	36,0%
Amortissements	3 514	4 208	4 348	4 557	5 058	4 928	5 092	6 249
Frais de restructuration et autres charges	612	1 773	382	2 665	1 423	200	1 056	221
Bénéfice d'exploitation	22 264	17 807	20 681	17 138	20 136	19 312	20 435	21 169
Charges financières, montant net	55	458	772	1 214	1 132	3 202	3 795	2 014
Perte au remboursement anticipé de la dette	—	—	—	—	—	7 764	—	—
Bénéfice avant impôt sur le résultat	22 209	17 349	19 909	15 924	19 004	8 346	16 640	19 155
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	5 516	4 671	5 279	(22 811)	5 257	2 328	4 505	2 340
Bénéfice net	16 693 \$	12 678 \$	14 630 \$	38 735 \$	13 747 \$	6 018 \$	12 135 \$	16 815 \$
Bénéfice de base par action	0,66 \$	0,50 \$	0,56 \$	1,48 \$	0,52 \$	0,23 \$	0,46 \$	0,63 \$
Bénéfice dilué par action	0,60 \$	0,49 \$	0,56 \$	1,46 \$	0,51 \$	0,22 \$	0,44 \$	0,58 \$

3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

Structure du capital

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Au 30 septembre 2022	Au 31 décembre 2021
Trésorerie	144 677 \$	123 559 \$
Obligations liées à des contrats de location (y compris la tranche courante)	47 672 \$	49 879 \$
Total de la dette	47 672 \$	49 879 \$
Capitaux propres	145 607	116 131
Total du capital investi	193 279 \$	166 010 \$
Total de la trésorerie déduction faite de la dette ¹	97 005 \$	73 680 \$
Ratio du total de la trésorerie déduction faite de la dette sur le total du capital investi	50,2 %	44,4 %

¹ Le terme « trésorerie déduction faite de la dette » n'a pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS. Il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres émetteurs. Nous définissons la trésorerie déduction faite de la dette comme la trésorerie moins les obligations liées à des contrats de location, telles qu'elles sont présentées dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière de la Société.

Emprunt garanti par des actifs

La Société, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, détient un emprunt garanti par des actifs dont l'échéance est en septembre 2025 et dont le total des engagements est de 20,0 M\$. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux CDOR (Canadian Dollar Offered Rate) ou de lettres de crédit. L'emprunt est soumis à un ratio de couverture des charges fixes pour les douze derniers mois en cas de défaillance ou lorsque la disponibilité excédentaire est inférieure à 10 % de la limite de la facilité. Dans ce cas, le ratio de couverture des charges fixes doit être d'au moins 1,1 fois. Au 30 septembre 2022, la Société avait des lettres de crédit de 2,3 M\$ émises et en circulation et une disponibilité de 17,7 M\$ en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

Au 30 septembre 2022, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

Situation de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités à court et à long terme pour financer ses dépenses d'investissement, ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, ainsi que pour assurer le service de ses obligations liées à des contrats de location et au titre des avantages postérieurs à l'emploi en cours. Au 30 septembre 2022, la trésorerie de la Société se chiffrait à 144,7 M\$ et un montant de 17,7 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

Données sur les actions

Données sur les actions en circulation

	Au 9 novembre 2022	Au 30 septembre 2022	Au 31 décembre 2021
Actions ordinaires en circulation ¹	18 658 299	26 607 424	27 459 686
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 483	2 995 483	2 995 483
Options sur actions en circulation ²	2 142 567	2 147 387	2 332 893

¹ Le 4 octobre 2022, la Société a racheté auprès des actionnaires, au prorata, un total de 7 949 125 actions ordinaires conformément au plan d'arrangement (se reporter à la section « Plan d'arrangement » pour plus de détails).

² Le solde des options sur actions en circulation de 2 142 567 au 9 novembre 2022 et de 2 147 387 au 30 septembre 2022 comprend 10 435 options sur actions pouvant être exercées à cette date. Le solde des options sur actions en circulation de 2 332 893 au 31 décembre 2021 ne comprenait aucune option sur actions pouvant être exercée à cette date.

Rachat d'actions

La Société a conclu une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, débutant le 10 août 2020, visant le rachat d'actions ordinaires d'un montant maximal de 5,0 M\$ sur le marché libre aux fins d'annulation au plus tard le 9 août 2021. La Société a mené à terme cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 16 juillet 2021 après avoir atteint le montant maximal de 5,0 M\$.

Le 5 août 2021, la Société a annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités débutant le 10 août 2021 afin de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 16,0 M\$ des actions en circulation de la Société au plus tard le 9 août 2022. Au terme de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, le 30 mai 2022, la Société avait racheté en vertu de cette offre un total de 1 122 511 actions ordinaires pour un montant en trésorerie de 16,0 M\$. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, la Société avait racheté 871 135 actions ordinaires en vertu de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour un montant en trésorerie de 12,4 M\$. La valeur comptable historique de ces actions a été reclassée du capital social au déficit dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société.

Plan d'arrangement

Le 4 août 2022, le conseil d'administration de la Société (le « conseil ») a approuvé la distribution aux actionnaires d'un montant d'environ 100,0 M\$ par l'entremise d'un rachat d'actions auprès de tous les actionnaires conformément à l'arrangement prévu par la loi en vertu de la Business Corporations Act (Colombie-Britannique) (l'« arrangement »). En vertu de l'arrangement, la Société avancera également, au cours de l'exercice se clôturant le 31 décembre 2022, un montant de 24,0 M\$ au titre des cotisations facultatives supplémentaires en trésorerie annoncées précédemment à l'égard du déficit de liquidation du régime de retraite à prestations définies (le « régime de retraite »), ce qui portera les paiements en trésorerie au titre du déficit de liquidation du régime de retraite de 2022 à 30,0 M\$ d'ici la fin de l'exercice. L'apport facultatif de trésorerie supplémentaire de 24,0 M\$ au cours de l'exercice se clôturant le 31 décembre 2022 représente un versement à l'avance au titre des cotisations facultatives de 6,0 M\$ prévues au cours des exercices 2027, 2028, 2029 et 2030 dans le cadre du plan de réduction du déficit annoncé en mai 2021 visant à augmenter la probabilité que le régime de retraite soit entièrement capitalisé d'ici 2030. La probabilité d'atteindre un ratio de liquidation de 100 % d'ici 2030 dépend de certains facteurs impossibles à maîtriser, y compris, notamment, les rendements du marché et les taux d'actualisation. Le conseil continuera d'évaluer le plan de réduction du déficit chaque année.

Les actionnaires de la Société (les « actionnaires ») ont approuvé l'arrangement lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires tenue le 23 septembre 2022, et la Société a par la suite obtenu l'ordonnance définitive de la Cour suprême de la Colombie-Britannique approuvant l'arrangement le 27 septembre 2022. Le 4 octobre 2022, la Société a racheté auprès des actionnaires, au prorata, un total de 7 949 125 actions ordinaires au prix de 12,58 \$ l'action, conformément à l'arrangement. En octobre 2022, aussi en vertu de l'arrangement, la Société a avancé un montant de 12,0 M\$ à l'égard du déficit de liquidation du régime de retraite, et avancera un montant additionnel de 12,0 M\$ avant le 31 décembre 2022.

Politique en matière de dividendes

Le 12 mai 2021, le conseil a modifié sa politique en matière de dividendes visant à verser un dividende trimestriel en trésorerie à ses actionnaires ordinaires, en augmentant le dividende de 0,11 \$ par action à 0,15 \$ par action. La politique de distribution de dividendes de PJ et la déclaration de dividendes sur toute action ordinaire en circulation de la Société sont déterminées au gré du conseil d'administration et, par conséquent, rien ne garantit que la politique de distribution de dividendes sera maintenue ni que des dividendes seront déclarés. Les décisions à l'égard des dividendes continueront de dépendre des activités et des résultats financiers de PJ, que le conseil d'administration évaluera chaque trimestre, et qui sont pour leur part assujettis à différents risques et hypothèses, dont ceux mentionnés dans le présent rapport de gestion.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, la Société a versé des dividendes trimestriels de 0,15 \$ par action ordinaire. Les dividendes ont été versés le 15 mars, le 15 juin et le 15 septembre 2022, pour une contrepartie totale de 11,5 M\$ aux actionnaires ordinaires. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, la Société a versé des dividendes trimestriels de 0,11 \$ par action ordinaire le 15 mars 2021 et de 0,15 \$ par action ordinaire le 30 juin 2021 et le 15 septembre 2021, pour une contrepartie totale de 10,8 M\$ aux actionnaires ordinaires.

Le 9 novembre 2022, le conseil a déclaré un dividende en trésorerie de 0,15 \$ par action ordinaire, payable le 15 décembre 2022 aux actionnaires inscrits le 24 novembre 2022. Les dividendes trimestriels futurs sont assujettis à l'approbation du conseil.

Cotisations aux régimes

Le 4 août 2022, aux termes de la conclusion d'un plan d'arrangement, le conseil a approuvé le versement à l'avance, au cours de l'exercice se clôturant le 31 décembre 2022, d'un montant de 24,0 M\$ au titre des cotisations facultatives prévues à l'égard du déficit de liquidation du régime de retraite (se reporter à la section « Plan d'arrangement » pour en savoir davantage)

En 2022, le total des paiements en trésorerie au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires devrait s'élever à environ 36,5 M\$, ce qui comprend la cotisation de 30,0 M\$ à l'égard du déficit de liquidation du régime de retraite. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2022, les paiements en trésorerie versés par la Société au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires ont totalisé 2,9 M\$ et 9,6 M\$, respectivement.

En octobre 2022, en vertu de l'arrangement, la Société a avancé un montant de 12,0 M\$ à l'égard du déficit de liquidation du régime de retraite, et avancera un montant additionnel de 12,0 M\$ avant le 31 décembre 2022.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	2022	2021
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	(578) \$	17 865 \$
Paiements en trésorerie au titre de la rémunération fondée sur des actions	(7 076)	(5 486)
Excédent de capitalisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi sur les coûts	(6 092)	(4 984)
Impôt sur le résultat payé, montant net	(7 758)	–
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu des éléments ci-dessus	71 624	68 409
	50 120 \$	75 804 \$
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(3 948) \$	(3 798) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(70)	(56)
Paiements reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location	975	272
	(3 043) \$	(3 582) \$
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement		
Remboursement des débiteures échangeables	– \$	(107 033) \$
Rachat d'actions ordinaires	(12 404)	(2 130)
Émission d'actions ordinaires	153	111
Paiement au titre des obligations liées à des contrats de location	(2,207)	(2 286)
Dividendes versés	(11 501)	(10 811)
	(25 959) \$	(122 149) \$
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE	21 118 \$	(49 927) \$
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	123 559	153 492
TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	144 677 \$	103 565 \$

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 25,7 M\$, pour s'établir à 50,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2022. La diminution est essentiellement attribuable à l'impôt sur le résultat payé de 7,8 M\$, dont une tranche de 5,5 M\$ se rapportait à l'exercice 2021 complet et une tranche de 2,2 M\$, à des acomptes provisionnels pour 2022, à la hausse de 1,6 M\$ des règlements en trésorerie au titre de la rémunération fondée sur des actions, à la hausse de 1,1 M\$ de la capitalisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, à la baisse de 2,1 M\$ du BAIIA ajusté et à la baisse de 18,4 M\$ de la variation des actifs et des passifs d'exploitation. La variation des actifs et des passifs d'exploitation s'explique principalement par le calendrier de recouvrement des créances clients et de paiement des dettes fournisseurs et par l'incidence du cours de l'action sur la charge de rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie. Les résultats du premier trimestre de 2022 ont également bénéficié de l'annulation des contrats à terme de gré à gré, qui a donné lieu à une diminution de 3,1 M\$ des autres débiteurs.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont diminué de 0,5 M\$ d'un exercice à l'autre, ce qui s'explique surtout par une augmentation des paiements reçus au titre de l'investissement dans des contrats de sous-location.

Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont diminué de 96,2 M\$ pour atteindre 26,0 M\$ durant la période de neuf mois close le 30 septembre 2022, comparativement à 122,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison du remboursement des débentures échangeables de 107,0 M\$ effectué en 2021, contrebalancé par la hausse de 10,3 M\$ des rachats d'actions ordinaires et l'augmentation de 0,7 M\$ des dividendes versés au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2022.

Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 20 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020.)

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs et les dettes fournisseurs et autres créditeurs.

4. Hypothèses et estimations critiques

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs, de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Nos hypothèses et estimations comptables critiques n'ont pas changé depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020. Ces hypothèses et estimations critiques portent sur la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients, la correction de valeur pour ajustements des produits, la durée des contrats de location, les taux d'actualisation pour les contrats de location, la perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation, les durées d'utilité des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles, les avantages futurs du personnel et l'impôt sur le résultat. Se reporter à la section 4 « Hypothèses et estimations critiques » pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020.

Normes comptables

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2022, la Société a adopté les normes comptables modifiées suivantes :

Modifications d'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*

Les modifications apportées au guide de mise en œuvre d'IFRS 3 clarifient la définition d'une entreprise afin d'aider les entités à déterminer si une transaction doit être comptabilisée comme un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs. L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société. Elles pourraient avoir une incidence sur la comptabilisation de regroupements d'entreprises futurs, le cas échéant.

Modifications d'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*

Les modifications d'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, précisent les coûts qu'une société devrait inclure dans les coûts d'exécution d'un contrat lorsqu'elle détermine si ce contrat est déficitaire. Les modifications d'IAS 37 clarifient que pour déterminer si un contrat est déficitaire, le coût d'exécution d'un contrat doit comprendre à la fois les coûts marginaux liés à l'exécution du contrat et une affectation des autres coûts directement liés à l'exécution du contrat. L'adoption de ces modifications n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées qui ne sont pas encore entrées en vigueur pour les états financiers consolidés

Modifications d'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*

Le 12 février 2021, l'IASB a publié des modifications d'IAS 8. Les modifications comprennent l'ajout d'une définition des estimations comptables ainsi que d'autres modifications d'IAS 8 afin d'aider les entités à faire la distinction entre les changements dans les méthodes comptables et les changements dans les estimations comptables. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 ainsi qu'aux changements de méthodes comptables et aux changements d'estimations comptables qui surviennent à partir de cette période. L'application anticipée est permise. La Société ne s'attend pas à ce que l'adoption de ces modifications ait une incidence importante sur ses états financiers.

Modifications d'IAS 1, *Présentation des états financiers – Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants*

Le 20 janvier 2020, l'IASB a publié des modifications d'IAS 1, qui clarifient que le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants doit être fondé sur les droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière et harmonisent le libellé de tous les paragraphes concernés pour utiliser le terme « droit » de différer le règlement du passif pour au moins douze mois et indiquer explicitement que seuls les droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière influent sur le classement d'un passif. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 et doivent être appliquées de façon rétrospective. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers, mais elle ne s'attend pas à ce que l'adoption de ces modifications ait une incidence importante sur ses états financiers.

Modifications d'IAS 1, *Présentation des états financiers – Informations à fournir sur les méthodes comptables*

Le 12 février 2021, l'IASB a publié des modifications d'IAS 1, *Présentation des états financiers*, et modifié l'énoncé de pratiques en IFRS 2, *Porter des jugements sur l'importance relative*, pour exiger des entités de fournir les informations significatives sur leurs méthodes comptables plutôt que de fournir leurs principales méthodes comptables. Ces modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette modification à l'égard des informations actuelles à fournir sur ses méthodes comptables.

Modifications d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*

Le 7 mai 2021, l'IASB a publié l'impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique. Les modifications clarifient le traitement comptable de l'impôt différé dans le cas de transactions qui, lors de la comptabilisation initiale, sont à l'origine de différences temporaires à la fois imposables et déductibles. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'adoption anticipée est autorisée. La Société ne s'attend pas à ce que l'adoption de ces modifications ait une incidence importante sur ses états financiers.

5. Risques et incertitudes

Cette section présente les principaux risques et incertitudes pouvant avoir une incidence significative sur les résultats futurs de PJ.

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le conseil exige que nos cadres supérieurs déterminent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Se reporter à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle pour obtenir une description complète des facteurs de risque. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux. Nos risques et incertitudes sont demeurés inchangés depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020. Pour plus d'information, se reporter à la partie correspondante de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 et à notre notice annuelle datée du 29 mars 2022.

6. Contrôles et procédures

À titre de société ouverte, nous devons prendre les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 30 septembre 2022.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 30 septembre 2022.

Au cours du trimestre ouvert le 1^{er} juillet 2022 et clos le 30 septembre 2022, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.